

Augmentation du temps de travail, C'est toujours et encore **NON !**

Ce mardi 13 avril, malgré les congés scolaires, la fermeture des établissements scolaires et des établissements de la Petite Enfance, de nombreux collègues en ASA pour garde d'enfants ou raison de santé, vous étiez près d'un millier à battre le pavé parisien.

De la gare de Lyon à l'hôtel de ville, vous avez réaffirmé votre opposition à toute augmentation du temps de travail.

La CGT ne peut que vous féliciter pour la réussite de cette journée de mobilisation ! Comme à la ville de Paris des milliers d'agents territoriaux refusent cette régression sociale !

Il est alors indispensable de continuer à peser contre le projet de la maire de Paris. En effet, après tous ses discours élogieux en direction des personnels, Madame la Maire entend passer aux actes en remettant en cause nos conquêtes sociales en terme de temps de travail ! C'est, notamment en cette période, un manque de respect et de reconnaissance, vis à vis des agents des services publics. Et ce, au regard de l'engagement dont ils font preuve au quotidien, souvent dans des conditions toujours plus dégradées.

Augmenter le temps de travail, c'est faire des économies sur le « dos des agents » afin de ne pas recruter les fonctionnaires indispensables pour le maintien et le développement d'un service public de qualité répondant aux besoins de chaque usager.

La CGT continuera, avec l'intersyndicale, à vous informer des propositions de la maire de Paris qui vont à contre sens des besoins réels de notre société. L'histoire nous l'a démontré « le progrès social passe par la réduction du temps de travail ». **La CGT revendique 10 % de moins du temps de travail, soit 32 heures sans perte de salaire.**

A l'inverse des propositions de la Maire, la réduction de temps de travail ne permettrait-elle pas de :

- Lutter efficacement contre la pénibilité
- Travailler dans de meilleures conditions
- Améliorer les services publics et répondre aux besoins des usagers, notamment les plus fragilisés en recrutant des fonctionnaires
- Faire baisser le chômage

Ne nous laissons pas déposséder de nos droits et acquis sociaux !

La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat !

**Pour le maintien de tous nos congés, JRTT et sujétions,
Pour la défense de notre statut parisien
Pour une véritable politique dé-précarisation
Ensemble, préparons-nous à un mois de mai de luttes !
Pour gagner, « Pas une minute de plus »**